

## MONDE

**L'ONU doit revoir sa copie**

**Entretien avec Béatrice Pouligny qui s'est livrée à une étude critique des interventions des Nations unies, dénonçant impuissance ou effets pervers.**

Docteur en sciences politiques, Béatrice Pouligny mène, outre ses cours à l'IEP de Paris, un nouveau projet pluridisciplinaire destiné à mieux comprendre ce que « construire la paix » signifie pour des sociétés qui ont connu des massacres.

Au moment où vous avez débuté vos recherches, que savait-on de l'impact des opérations de maintien de la paix (OMP) sur les sociétés locales ?

Béatrice Pouligny. Une seule analyse sérieuse avait été menée par Johan Galtung sur la bande de Gaza dans les années soixante-dix. Sinon, il n'y avait pratiquement rien. Même le rapport Brahimi sur les OMP, remis au secrétariat général des Nations unies en 2000, ignore les contextes locaux (1). Il n'en fait qu'un alibi expliquant un éventuel échec des missions. Personne ne s'est vraiment intéressé à leur interaction avec les acteurs politiques et sociaux des pays concernés. Je voulais porter un regard sociologique neuf sur un sujet qui se rapporte a priori davantage aux relations internationales. Cette démarche a été critiquée parce que je me suis efforcée de prendre en compte les savoirs locaux, alors que les chercheurs sont très souvent coupés du réel et que l'expérience du terrain est peu valorisée en sciences humaines.

Quelles sont vos principales conclusions ?

Béatrice Pouligny. Le fonctionnement actuel des OMP et la formation de leurs personnels civils et militaires ne sont pas à la hauteur des défis qu'elles doivent de plus en plus relever, c'est-à-dire entrer dans la structure des sociétés pour mettre fin à un conflit. Cette situation s'explique, entre autres, par le jeu de dupes que mènent les diplomates au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale à New York. Un exemple aberrant parmi d'autres : créer des unités d'analyses intégrées réunissant dans une même salle les personnes clefs des différentes agences et départements onusiens impliqués dans une OMP, relève de l'évidence. Eh bien ce n'est pour l'heure pas possible, parce qu'une telle mesure nécessiterait une augmentation des moyens financiers du Secrétariat général, régulièrement refusée par l'Assemblée qui vote les budgets. Sur le volet militaire, les OMP devraient intervenir avec un mandat plus coercitif dans la plupart des situations actuelles. Mais les États qui fournissent les contingents ne sont pas prêts à risquer la vie de leurs soldats pour protéger les civils locaux. Prenez l'opération « Artémis » qui s'est déployée en Ituri (2) : elle n'a été pour l'essentiel qu'une vitrine où il s'agissait de montrer aux acheteurs et aux journalistes la technologie militaire française. Alors que le mandat prévoyait la démilitarisation de la capitale, Bunia, les Français n'ont procédé à aucun désarmement en arguant qu'ils n'avaient pas les moyens de le faire. Et la population locale s'offusquait de voir les véhicules flambant neufs patrouiller à heure fixe dans les rues alors que des quartiers entiers étaient laissés aux mains des milices et que les massacres continuaient en dehors de la capitale. La « sécurisation » de la région s'est souvent limitée à aller constater que tel ou tel village avait été brûlé, et ses habitants exterminés.

Réussir une opération de maintien de la paix consiste avant tout à travailler sur la qualité des relations avec les populations locales ?

Béatrice Pouligny. Beaucoup de choses se jouent effectivement dans le quotidien des missions. Si les OMP ne peuvent pas faire la paix seules, elles doivent, en tant qu'acteur extérieur, avoir un effet de levier. Or il y a un gouffre entre l'ambition affichée des mandats - désarmement, élections libres, etc. - et la position de retrait adoptée sur le terrain. Les seuls programmes de pacification qui ont marché sont, à ma connaissance, ceux où on a fait un travail à l'échelle des quartiers et des lieux de vie, selon un découpage pertinent, en associant tous les acteurs locaux, comme au Mozambique, en Albanie, et des expériences trop limitées en Sierra Leone. Pour parvenir à leurs fins, les OMP n'ont d'autre choix que de prendre au sérieux la structuration des sociétés locales et être prêtes à modifier leur action en fonction des attentes qu'elles expriment.

Entretien réalisé par

Benjamin Bibas et

Emmanuel Chicon

(1) Consultable en ligne sur <http://www.un.org/french/peace/reports/peaceoperations/>.

(2) Une force multinationale de 2 000 hommes, composée aux trois quarts de militaires français, a été déployée sous mandat onusien pour sécuriser cette région située au nord-est de la République démocratique du Congo entre juin et septembre 2003.

*Page imprimée sur <http://www.humanite.fr>  
© Journal l'Humanité*



;